

EUROCHAM ACTU

• **La Commission Développement Durable** s'est réunie le **mardi 17 juillet 2012** au siège de la Chambre sur l'ordre du jour suivant:

1. Présentation de la Plaquette DD révisée
2. Proposition de la charte DD (version light)
3. Projet journées EUROCHAM
4. Divers

NB: Les [procès-verbaux](http://www.eurochamci.com/commissions/proces-verbaux.html) et les [comptes-rendus](http://www.eurochamci.com/commissions/proces-verbaux.html) des activités des différentes Commissions sont disponibles sur le site de EUROCHAM: <http://www.eurochamci.com/commissions/proces-verbaux.html>

• Suite aux échanges relatifs à l'imposition des salariés naturalisés au regard de la Contribution-Employeur, **la Commission Fiscalité** a adressé un courrier, contenant la position de la Chambre sur la question, à la Direction Générale des Impôts, le **mardi 24 juillet 2012**.

Le courrier et la note contenant la position de la Chambre peuvent être consultés sur le site d'EUROCHAM (Voir Procès-verbaux/ Commission Fiscalité)

• **A l'occasion des Jeux Olympiques de Londres 2012**, l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, SEM Simon David TONGE, a organisé la cérémonie d'ouverture le **vendredi 27 juillet 2012**, à sa résidence. **La Chambre de Commerce Européenne** était conviée à cet événement et représentée par Jean-Luc RUELLE (Président de la Commission Fiscalité) et Eva KPANTCHE (Assistante aux Commissions).



DANS CE NUMÉRO

BANQUE MONDIALE/CI: 150 millions d'Euros dans la cagnotte de la Côte d'Ivoire.....2

CI/POLITIQUE AGRICOLE: Le secteur privé exhorté à s'approprier le PNIA.....3

ZONE EURO: Paris et Berlin déterminés à «tout faire pour protéger la zone euro».....4

COMMUNIQUE

La Chambre de Commerce Européenne a le plaisir de vous informer qu'elle est désormais présente sur le site de référencement [ci-entreprise.com](http://www.ci-entreprise.com) suivant le lien <http://www.ci-entreprise.com/Pagentreprise/Eurocham.html>

AGENDA EUROCHAM

COMMISSIONS

DÉVELOPPEMENT DURABLE :
Mardi 18 Septembre—18 h

INTEGRATION REGIONALE/ TRANSPORT & LOGISTIQUE:
Jeudi 20 Septembre—17 h

AGENDA INTER

Retrouvez toutes les opportunités d'affaires et autres rencontres économiques sur le site de la Chambre suivant le lien: <http://www.eurochamci.com/evenements/agenda-inter.html>

Retour de l'ambassade britannique et British Airways à Abidjan, bientôt

Source : aip.ci

Le Président ivoirien, Alassane OUATTARA, de retour d'une visite officielle en Grande Bretagne, a annoncé avoir obtenu des autorités de ce pays, la réouverture prochaine, à Abidjan, de l'ambassade britannique en Côte d'Ivoire et l'agence de la compagnie aérienne British Airways, dont les bureaux ont été fermés depuis plusieurs années en raison de la crise militaro-politique ivoirienne.

Les véhicules "pollueurs" bientôt retirés de la circulation

Source : xinhua.net

Le Ministre ivoirien de l'Environnement et du Développement Durable Rémi ALLA KOUADIO a déclaré le lundi 17 juillet 2012 à Abidjan que des dispositions seront prises pour mettre hors de circulation les véhicules qui ne respectent pas les normes environnementales.

A en croire l'autorité qui intervenait à l'ouverture de l'atelier sur l'économie de carburant et l'utilisation de véhicules propres, il s'agit de prendre des mesures rigoureuses vis-à-vis des véhicules "pollueurs" afin de protéger l'environnement. Pour celui-ci, il convient de multiplier les actions visant la réduction des gaz à effet de serre.

Retour de la BAD en Côte d'Ivoire : une mission d'évaluation à Abidjan

Source : aip.ci

Une mission d'évaluation des travaux de réhabilitation des locaux de la Banque Africaine de Développement (BAD) séjourne depuis quelques jours à Abidjan.

Conduite par Mme Sue WARDELL, Chargée des questions institutionnelles, cette délégation de l'institution financière panafricaine a été reçue en audience, le lundi 30 juillet 2012, par le Premier Ministre, Jean-not KOUADIO-AHOUSSOU.

A cette occasion, Mme Sue WARDELL a indiqué que la date du retour de la BAD sera décidée lors de la réunion du Conseil d'Administration qui se tiendra en octobre prochain à Tokyo, réitérant toutefois l'assurance des autorités de la BAD de revenir à Abidjan.

RELATIONS BANQUE MONDIALE - CI : 150 millions d'Euros dans la cagnotte de la Côte d'Ivoire

Source : cotedivoire-economie.com



Le gouvernement ivoirien et la Banque Mondiale ont signé, le lundi 23 juillet 2012 à Abidjan, trois accords de financement d'un montant global de 100 milliards de F CFA (environ 150 millions d'euros) pour le développement des infrastructures du pays.

Le Directeur des opérations de la Banque Mondiale en Côte d'Ivoire, Madani TALL s'est réjoui de cet

appui qui, selon lui, contribuera à améliorer les infrastructures routières, les infrastructures hydrauliques et mener des réalisations dans bien d'autres secteurs. "Les différents projets qui seront réalisés vont insuffler une nouvelle dynamique de progrès dans le pays", a noté M. TALL.

Pour le Ministre ivoirien de l'Economie et des finances Charles DIBY KOFFI, l'acte posé est le signe que la Côte d'Ivoire renoue avec le développement. De l'avis de celui-ci, les financements de projets s'inscrivent dans la vision du chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. "La Côte d'Ivoire dispose d'atouts importants pour le redémarrage de son économie", a souligné M. DIBY, relevant "le retour de la confiance" entre le pays et la communauté internationale.

AGOA: Bonnes perspectives pour les produits ivoiriens aux Etats-Unis

Source : abidjan.net



Depuis octobre 2011, la Côte d'Ivoire est éligible au Programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), une loi commerciale du Gouvernement fédéral américain, favorisant l'accès au marché américain des produits issus d'une quarantaine de pays africains, dont la Côte d'Ivoire.

Pour le Ministère d'Etat, Ministère de l'Industrie, cette éligibilité renforce la vision du Gouvernement d'œuvrer à la compétitivité des produits ivoiriens pour leur permettre d'accéder aux marchés internationaux.

D'une manière concrète, l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'AGOA permet à l'entreprise ivoirienne exportatrice de gagner en compétitivité sur le marché américain, répondre aux exigences de performance et de bénéficier de partenariat avec d'autres structures américaines.

Plus de 6400 produits, dont les produits agricoles, les produits textiles et artisanaux, l'acier et autres minerais pourront être exportés aux Etats-Unis en exonération de droits de douanes et de quotas.

Le Comité de Concertation Etat/Secteur Privé (CCESP) précise dans un communiqué datant du 23 juillet 2012 que, pour exporter vers les Etats-Unis, les entreprises ivoiriennes doivent connaître le marché américain dans son aspect réglementaire et marketing, puis avoir les documents nécessaires à l'exportation.

Le communiqué indique également que le Centre de Ressources AGOA (CRA) au sein de l'Association des Exportateurs de Côte d'Ivoire (APEXCI) se tient à la disposition des entreprises intéressées.

La France et la Côte d'Ivoire signent l'annulation de la dette ivoirienne

Source : jeuneafrique.com



À l'occasion de la visite à Paris du président ivoirien Alassane Ouattara, la France et la Côte d'Ivoire ont conclu un accord bilatéral d'annulation de dette.

Suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en juin dernier, le premier des accords bilatéraux concernant la dette ivoirienne a été signé entre la France et la Côte d'Ivoire. Réunis à Paris le mardi 24 juillet 2012, le Ministre français de l'Économie et des Finances, Pierre MOSCOVICI, et son homologue ivoirien Charles

Koffi DIBY ont confirmé une annulation de dette portant sur 3,76 milliards d'euros, soit les deux tiers de l'effort total consenti par le Club de Paris. Le 29 juin dernier, cette institution, qui regroupe les créanciers publics, s'était entendue avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire pour annuler la dette du pays pour un montant de 6,5 milliards de dollars, soit 99,5% du total.

« 75% de l'effort français d'annulation de dette feront l'objet d'un contrat de désendettement et de développement », un programme d'investissement destiné à identifier et financer des projets, notamment dans les infrastructures, a expliqué Pierre MOSCOVICI. Par ailleurs, il a souligné le caractère « indissociable » des croissances européenne et africaine. De son côté, Charles Koffi DIBY s'est engagé au nom du gouvernement ivoirien à « optimiser l'utilisation des marges budgétaires créées par les allègements de dette obtenus ». Il a également rappelé que la Côte d'Ivoire prévoyait « d'importants investissements dans les secteurs porteurs de croissance et dans les infrastructures sociales de base ».

1500 à 2500 milliards de la Chine à la Côte d'Ivoire pour des infrastructures

Source : aip.ci



La Chine vient d'ouvrir une ligne de crédit de 1500 à 2500 milliards en faveur de la Côte d'Ivoire, sur les trois années à venir, pour la réalisation d'infrastructures socio-économiques dans le pays, a annoncé le dimanche 29 juillet 2012 le Président ivoirien, Alassane OUATTARA, de retour d'une mission dans plusieurs pays dont la Chine.

Ces projets concernent l'autoroute Abidjan-Grand, les travaux d'adduction en eau potable du district d'Abidjan à partir de Bonoua, la construction du chemin de fer San Pedro-Man ainsi que la réhabilitation de la voie ferrée Abidjan-Ouagadougou (Burkina Faso), avec prolongement à Niamey (Niger). Ces ouvrages devront favoriser l'exploitation de Manganèse au Burkina Faso, ainsi que le convoyage de matériels lourds au Niger pour faciliter et maximiser l'extraction d'uranium dans ce pays enclavé.

Lors de la visite officielle d'Alassane OUATTARA en Chine, le président de ce pays, Hu JINTAO a octroyé 45 milliards à la Côte d'Ivoire dans le cadre de la célébration du 30ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Abidjan et Pékin. Cette manne permettra, selon le Président ivoirien, la construction d'un stade olympique à Anyama, dans la Banlieue nord d'Abidjan.

Par ailleurs, Le président ivoirien a annoncé une mission d'hommes chinois à Abidjan, en début août, pour ouvrir des perspectives d'investissements en Côte d'Ivoire.

En Bref

Le président Ouattara pour la suppression des taxes sur le cacao ivoirien

Source : aip.ci

Le Président ivoirien, Alassane OUATTARA, a plaidé, à Beijing, lors d'un entretien avec son homologue chinois, Hu JINTAO, en faveur de la suppression des droits de douanes du cacao ivoirien exporté en Chine.

Le chef de l'Etat ivoirien, dans le cadre d'une visite officielle et de la 5è conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), a demandé au Président chinois de faire annuler ces droits pour le premier produit d'exportation de la Côte d'Ivoire comme c'est le cas pour certains pays.

Le numéro un chinois, tout en saluant la visite en Chine de son homologue ivoirien et sa participation à la cérémonie d'ouverture du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) 2012, s'est déclaré prêt à échanger ses points de vue avec ce dernier sur les relations bilatérales et les sujets d'intérêt commun.

Le secteur privé exhorté à s'approprier le PNIA

Source : aip.ci

Pour le succès du Programme National d'Investissement Agricole, le Ministre ivoirien de l'Agriculture, Mamadou COULIBALY appelle les différents acteurs du secteur privé notamment, à conjuguer leurs efforts avec le gouvernement et tous ses partenaires techniques et financiers, en vue de la réalisation de cet ambitieux programme visant le développement.

Lors d'une réunion d'information et d'échanges sur l'initiative du G8 pour la sécurité alimentaire et la mise en œuvre du PNIA, le Ministre a réaffirmé l'engagement de son département à contribuer à la réalisation par la Côte d'Ivoire, de son deuxième miracle économique, après celui des années 1970 rendu possible grâce à l'agriculture.

Pour y parvenir, le premier responsable de l'agriculture a fait savoir que le PNIA (2010-2015) a besoin de l'implication du secteur privé dans ce programme où l'Etat mobilise plus de 2.000 milliards FCFA.

Malgré la crise, les transferts d'argent des migrants augmentent

Source : Le Monde.fr

Pour les pays en développement, les transferts de fonds de leurs émigrés est plus que jamais un remarquable ballon d'oxygène. La Banque mondiale a publié, le mardi 10 juillet, une mise à jour de ses statistiques en la matière qui confirme les bienfaits de l'argent envoyé "au bled" ou "en brousse", où il fait vivre des familles, voire des villages entiers.

Ces transferts vers les pays pauvres ou émergents sont très importants. Leur total a atteint 372 milliards de dollars en 2011, soit trois fois l'aide des pays riches au développement. Il est en réalité bien supérieur car beaucoup de fonds envoyés par les émigrés voyagent de façon "informelle" et ne rentrent pas dans les statistiques.

Ces transferts résistent étonnamment bien à la crise. Ils ont progressé de 13% l'an dernier et la Banque estime qu'ils vont continuer à augmenter au rythme de 7% par an pour atteindre 467 milliards de dollars d'ici 2014.

L'euro chute sous les 95 yens et sous 1,21 dollar

Source : le monde.fr

Pendant les échanges asiatiques, l'euro a chuté, le lundi 23 juillet 2012, sous les 95 yens pour la première fois depuis plus de onze ans, les investisseurs vendant la monnaie unique, en raison d'une nouvelle vague d'inquiétudes pour la santé financière de l'Espagne. En effet, au plus bas, l'euro cotait 94,24 yens. Il n'était pas tombé aussi bas face à la devise japonaise depuis novembre 2000. Sur un an, l'euro a lâché plus de 16 % face au yen.

La monnaie européenne a reculé aussi nettement face au billet vert, au plus bas depuis deux ans, passant sous la barre d'1,21 dollar, tombant jusqu'à 1,2086 dollar. L'euro a nettement baissé malgré le feu vert accordé par l'Eurogroupe au plan d'aide aux banques espagnoles, qui prévoit une enveloppe pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros.

Les investisseurs sont en effet inquiets pour les finances de l'Espagne, dont le taux des obligations à dix ans s'est tendu au-dessus des 7 %, un niveau jugé intenable sur le long terme. Le gouvernement espagnol a, en outre, révisé en légère baisse ses prévisions de croissance pour 2013 et 2014, bien qu'il table pour 2012 sur une contraction moins sévère qu'attendu de l'économie du pays, la quatrième plus importante de la zone euro.

Mario DRAGHI, président de la BCE: l'euro est «irréversible»

Source : rfi.fr



Le président de la Banque centrale européenne juge l'euro «irréversible» car les Européens y sont très attachés. Dans une interview au quotidien Le Monde publié le samedi 21 juillet, Mario DRAGHI envisage une amélioration progressive de la situation en zone euro et pas une plongée dans la récession.

L'existence de la monnaie unique européenne

n'est absolument pas en danger, estime Mario DRAGHI, bien au contraire l'euro est irréversible, car les dirigeants et les citoyens européens s'y sont beaucoup investis. Les analystes qui imaginent des scénarios d'explosion de la zone euro sont dans l'erreur. Il n'en demeure pas moins que la zone euro est en crise, mais pas au point, selon le président de la BCE, de plonger l'ensemble des pays de l'Union européenne dans la récession. Au contraire, il envisage une amélioration progressive à partir de la fin 2012 ou du début 2013.

Pour sortir de la crise, Mario DRAGHI pense que le renforcement de l'union financière, budgétaire et politique est inévitable et conduira à la création de nouvelles entités supranationales. En revanche, le patron de la BCE ne croit pas que la solution soit dans la seule réforme du marché du travail en Europe, une réforme sur laquelle on se focalise trop souvent, dit-il, et qui ne se traduit pas toujours par une amélioration de la compétitivité.

Paris et Berlin déterminés à «tout faire pour protéger la zone euro»

Source : Liberation.fr



La zone euro, France et Allemagne en tête, s'est mobilisée, le vendredi 27 juillet dernier, pour éviter un nouvel été meurtrier sur les marchés, au lendemain des propos volontaristes du patron de la BCE, Mario DRAGHI.

«La France et l'Allemagne sont fondamentalement attachées à l'intégrité de la zone euro. Elles sont déterminées à tout faire pour la protéger», ont déclaré la chancelière Angela MERKEL et le président François HOLLANDE dans un communiqué commun diffusé à

l'issue d'un entretien téléphonique. Ces propos font écho à ceux tenus la veille à Londres par le président de la Banque centrale européenne (BCE) et semblent annoncer une action concertée entre les gouvernements de la zone euro et les autorités monétaires.

Les Etats-Unis et cinq pays de l'UE renforcent leur lutte contre l'évasion fiscale

Source : lemonde.fr

Les Etats-Unis et cinq pays européens, dont la France, ont annoncé, le jeudi 26 juillet 2012, la mise en place d'un modèle d'accord bilatéral renforçant la lutte contre l'évasion fiscale, en instituant un échange automatique d'informations sur les comptes des particuliers à l'étranger.

Impulsés par la loi américaine FATCA sur l'acquittement des obligations fiscales relatives aux comptes à l'étranger, ces accords obligeront les banques à transmettre les informations sur les avoirs détenus par des ressortissants étrangers aux administrations fiscales des pays concernés, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie.

Jusqu'à présent, les accords sur la fiscalité ne prévoyaient qu'un transfert d'informations "à la demande", nécessitant que le pays requérant soit déjà informé d'une possible évasion fiscale d'un de ses ressortissants.

Agenda International



La première édition de la conférence mondiale sur le cacao

Promouvoir un agenda global pour l'industrie du cacao et l'amélioration de la productivité, répondre à la demande et assurer un développement durable

19.11.2012 - 23.11.2012

Hôtel Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire

Web : <http://www.icco.org>



Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire

Plateau, Résidence du Front Lagunaire, 8e étage

Téléphone : 20 32 81 00

Télécopie : 20 32 80 39

Messagerie : newsletter@eurochamci.com